

PCF
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pcf77@wanadoo.fr

INFO FEDE
Seine et Marne

9 Octobre 2013

Le « coût du travail » ? Et le coût du capital ?! On l'oublie ?

C'est toujours un peu la même histoire. Dès que nous voulons parler du « Capital » non comme un traité d'économie politique sacralisé par une caste d'intouchables, mais bien comme une critique virulente de « l'économie politique » telle qu'elle nous est imposée, nous sommes sommairement renvoyés à Marx ce qui nous convient bien, reconnaissons le, comme s'il s'agissait au mieux d'un débat d'arrière-garde, au pire d'une trahison envers la modernité « libre » et « non faussée » ... Nous connais-

sons par cœur la récitation du mantra néo-social-libéral.

La France va mal ? C'est « à cause du coût du travail trop élevé » et du manque de « compétitivité », ânonnent les serviteurs de la galaxie médiacratique, tous d'accord sur l'essentiel. Rien à discuter, rien à voir ! Ces braves gens vont quand même devoir déchanter : nous ne lâcherons pas le morceau, l'affaire est trop sérieuse.

Quand brisera-t-on le tabou du coût du capital ? Les orientations budgétaires du gouvernement s'inscrivent dans la logique des politiques d'austérité mises en place depuis des années. Le logiciel

idéologique et la sémantique ne varient pas. Les chiffres sont pourtant têtus. Les récentes études démontrent en effet que le « coût » global horaire français est voisin de celui de l'Allemagne et très proche de celui des États-Unis, contredisant tous les discours lénifiants qui ne visent qu'à justifier les « réformes » de réductions des salaires et des prestations sociales. Le pilonnage idéologique ne baisse pas d'intensité. On nous af-

firme qu'il faut engager la France dans une stratégie de « renforcement de sa compétitivité », quantitative et qualitative, avec « moins de prélèvements fiscaux et sociaux ».

N'écoutez plus ceux qui ne parlent que de « coût du travail » en oubliant le coût prohibitif du capital ! Répondez clairement : ce qui pénalise tous ceux qui souhaitent investir et créer de l'emploi, c'est le coût du capital, qui n'a cessé de



AGENDA

Lundi 14 octobre :

- **Municipales** Assemblée des communistes de Seine et Marne

Mardi 15 octobre :

- **Retraites** 12h30 Rassemblement devant l'Assemblée nationale

Samedi 16 novembre :

- **Europe** Convention nationale

Dimanche 17 novembre :

- **Europe** Réunion du Conseil national

- **Conseil départemental : semaine 43 (date à déterminer)**

progresser depuis trente ans. Des preuves? D'après les comptes de la nation établis en 2010 par l'Insee, les sociétés non financières (autres que banques et assurances) ont dépensé 145 milliards d'euros en cotisations sociales et patronales, contre 309 milliards d'euros en intérêts et en divi-

service économique rendu, ni aux entreprises (les investissements) ni à la société tout entière? Comment cacher cette folie furieuse qui consiste à ne pas laisser vie aux actions individuelles ou collectives qui ne « rapportent » pas entre 15 % et 30 % l'an?

Au train où vont les choses, on nous dira bientôt que le seul « coût » du travail acceptable est celui du travailleur du Bangladesh ou d'Éthiopie. D'ailleurs les

Chinois eux-mêmes délocalisent en Afrique de l'Est...

Puisqu'on nous rabâche que le « coût du travail » est le seul verrou à toute

politique sociale, faisons la démonstration que la question du coût du capital est la seule qui ouvre des marges de manœuvres financières et contraint à changer de paradigme. Les interrogations ne manquent pas. À quoi servent les milliards d'argent public déversés sans contrôle en crédits d'impôt et autres allègements de cotisations sociales environ 220 milliards d'euros! , si ce n'est à nourrir cet appétit sans fond des actionnaires? Et pourquoi les dividendes, qui pesaient 5 % de la valeur ajoutée il y a trente ans, pèsent désormais près de 23 %, alors que, dans le même temps, la part réservée au travail n'a cessé de diminuer?

La France mérite une opération vérité.

Pour que les idées alternatives s'expriment. Pour repousser chaque jour un peu plus la résignation ambiante.



dividendes. En 2011, les cadeaux aux actionnaires ont occasionné un surcoût du capital entre 50 % et 70 %! Faut-il préciser que ce coût financier du capital ne correspond à aucun

Municipales : refuser l'austérité pour les populations

L'importance que nous accordons à cette élection, na rien d'irrationnel, car elle représente pour nous et les populations un enjeu majeur .

Autrement dit, que voulons nous, nous, parti communiste français, qui ressorte de cette élection, quels objectifs nous donnons nous et comment

pensons nous y parvenir, au delà des particularités et configurations propres à chaque territoire , à chaque commune ?

Réaffirmons d'emblée, que l'élection municipale est d'abord une élection locale, dont dépendra la agglomérations...

Dans le même temps elle établira , à l'échelle du pays, un nouveau paysage et un nouveau rapport de forces politiques dont nous aurons à tenir compte pour la suite de notre action et dans notre volonté de



rassemblement pour un changement de cap de la politique gouvernementale et pour sortir des choix d'austérité qui ont cours en France et en Europe.

Notre travail consiste donc à valoriser et à prendre à bras le corps les enjeux à l'échelle de nos villes, en les inscrivant dans notre bataille nationale dont elles constitueront une étape décisive.

C'est cette orientation qui, dans la diversité des situations sur lesquelles nous agissons, donnera du sens à cette échéance , et qui formera le socle politique commun sur lequel se fondera l'unité et la convergence d'action des communistes .

Les électeurs ne confondent pas les scrutins et répondent toujours à la question qui leur est posée : cette élection, pas plus que l'élection européenne qui la suivra , ne débouchera sur une nouvelle majorité

politique dans le pays et ils le savent
 Les questions que les gens vont donc se poser de plus en plus à l'approche de l'échéance sont : « qu'est-ce qu'il est possible de faire aujourd'hui dans le domaine du logement, des transports, de l'éducation, de l'accès aux services publics, à la santé, à la cul-

ture et aux loisirs dans ma ville ?
 Comment y parvenir ? Que peut-il sortir de bon pour moi de cette élection ? »



*C'est cela
 que nous
 aborderons
 le 14 octobre.*

invitation municipales de mars 2014

Invitation de la direction départementale de la fédération à une :

**assemblée générale des communistes
 de Seine-et-Marne**

lundi 14 octobre
 20 h au siège de la fédération du **PCF**
 avec la participation de **Pascal Savoldelli**
membre de l'exécutif du PCF - responsable national aux élections

Fédération du PCF 77 - 264, rue de la Justice 77 000 Vaux-le-Pénil

L'importance de l'organisation... afin d'assurer une bonne participation

Cette initiative est le résultat de réflexions et de propositions partagées, dont l'objectif commun est de faire progresser le débat dans l'ensemble du parti sur le sujet.

Son succès est donc de notre responsabilité commune et de notre engagement individuel et collectif.

Cela signifie qu'il nous faut prendre les uns et les autres un certain nombre de mesures pratiques de relances, téléphonique ou autres démarches pour s'assurer de la présence d'un maximum de camarades ainsi que d'élus et ce dans toutes les sections de la plus petite à la plus importante (*).

Il convient pour cela de se fixer des lieux et des horaires de rendez-vous de départ collectif par section en voiture afin de ne laisser personne de côté susceptible d'être intéressé pour y participer.

S'engager à faire cela va être décisif pour la qualité du débat et des échanges que nous aurons et surtout va nous permettre de franchir une étape supplémentaire dans notre volonté commune de faire tout ce qui est en notre pouvoir, pour parvenir à la construction de programmes et de listes partout dans le département où cela sera possible et utile dans l'intérêt des populations.

(*) Voici quelques propositions d'objectif par section (non exhaustives):

Mitry 15 – Chelles 10 – Lagny 8 –
 Champs 10 – Torcy 10 – Meaux 8 –
 Crécy 4 – Ferté 4 – Coulommiers 8 –
 Montereau 10 – Nangis 10 –
 Provins 5 – Agglo 20 – Bric/Savigny
 8 – Roissy 15 – Tournan 5 – Rozay
 5 – Snecma 6 – Fontainebleau 10 –
 Moret 6 – Nemours 5 –

Restauration :



sandwich et boisson sur place

Pour des questions matériels, si possible annoncez votre participation auprès de votre section et à la fédération. Merci
 tel : 01.64.79.75.10 - mail : annemarie.fede77@free.fr

Retraites : Rassemblement à Paris mardi 15 Octobre

Le Projet du gouvernement non seulement ne remet pas en cause les aspects les plus régressifs de la réforme Sarkozy de 2010 (41,5 ans de cotisation et recul l'âge légal du départ à la retraite à 62 ans) mais confirme que, dorénavant, il faudra cotiser 43 ans à l'horizon 2035 - ce qui touchera la génération née en 1973 et les suivantes - pour accéder à la retraite. Nous sommes loin d'un projet qui s'inscrit « dans le sillage des grandes conquêtes du passé » conduisant « au progrès social et à de nouveaux droits », comme le déclare pompeusement à la tribune de l'Assemblée Marisol Touraine. Elle poursuit : « cette réforme n'obéit à aucune injonction extérieure. » Pour prévenir, peut-être, que la Commission européenne qui appelle pourtant à réduire la dépense publique n'y est pour rien. Qui peut la croire ? La ministre entend faire preuve de « lucidité » et dire la « vérité » pour « pérenniser notre système de retraite ». Face à « l'espérance de vie qui s'allonge » et au nombre de retraités qui « augmente » par rapport aux actifs.

Les retraités eux-mêmes seront mis à contribution. Mais pas un mot, en revanche, sur d'autres sources de financement, que proposent d'ailleurs les parlementaires du Front de gauche, comme la taxation des revenus financiers ou le développement de l'emploi. Le président de la République s'est pourtant engagé à inverser, d'ici à fin 2013, la courbe du chômage.

C'est dire si le gouvernement, qui a opté pour la procédure accélérée au Parlement, entend non seulement aller vite mais imposer son texte malgré les oppositions à gauche. Celle du Front de gauche, mais aussi les dissonances qui existent parmi quelques élus socialistes et écologistes alors que la droite, elle, s'oppose au projet, pas mécontente cependant sur le fond que le gouvernement fasse le boulot. **Le débat ne fait que commencer puisque les députés entamaient le débat des 34 articles et près de 500 amendements qui ont été déposés**



avant un premier vote solennel mardi prochain à l'assemblée nationale. (voir pages Humanité spécial du 8 octobre)

Retrouvons-nous nombreux !

mardi 15 octobre à 12h30
à St Augustin

à l'appel de la CGT et de la FSU, pour rejoindre le rassemblement unitaire avec FO sur le Pont de la Concorde, face à l'Assemblée Nationale

COMMUNICATION

Cartes retraites pétition à Hollande à votre disposition à la fédération

